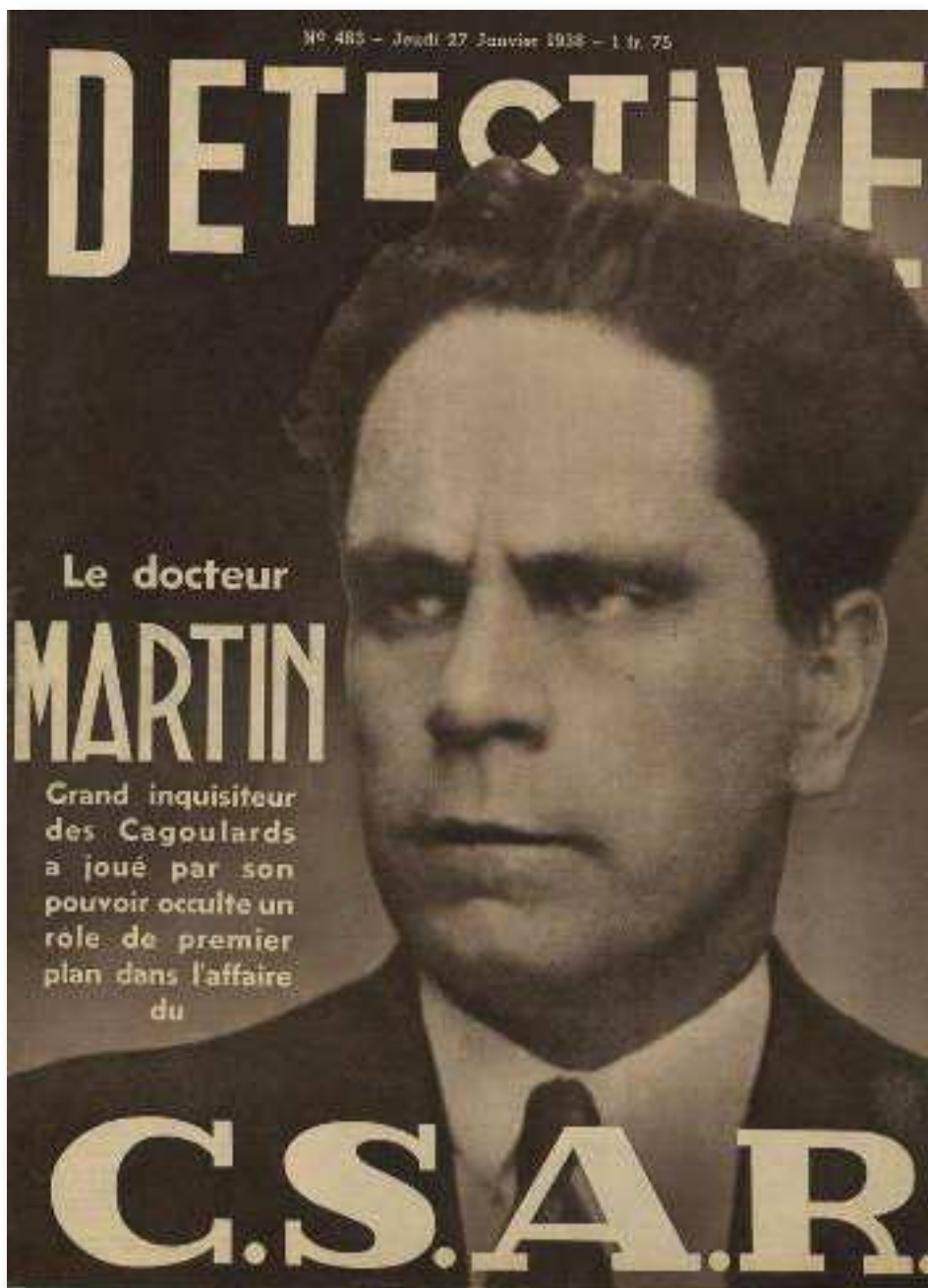


Le docteur Martin, Prince du Complot



Camelot du roi

Félix-Victor-Henri Martin (1895-1969) est l'arrière-arrière-petit-fils du député conventionnel régicide Claude-Lazare Petitjean. Lorsqu'il en prendra conscience, cela représentera pour le jeune garçon un poids considérable et comme pour effacer la faute de son ancêtre, il s'engagera dès ses 14 ans à l'Action française. Anarcho-royaliste, il admire le secrétaire général des étudiants d'AF, Henri Lagrange (1893-1915), cofondateur du cercle Proudhon en 1911. Par solidarité, Martin démissionnera avec lui en 1913, quand Lagrange sera exclu du mouvement à cause de son activisme. Ayant commencé des études de médecine en 1913, le jeune Henri réclame l'autorisation de s'engager dès le début de la guerre puis travaille sur le front comme médecin auxiliaire. Au cours de la guerre, il entretient une énorme correspondance avec Paule, sa fiancée, qu'il épousera en 1920. Un premier enfant, Gilles, naît en 1922. En 1923, il écope de deux mois de prison à la Santé pour avoir agressé Maurice Viollette, le président du Conseil général d'Eure-et-Loir, dans le cadre de l'AF, ce qui repousse d'un an sa présentation au concours de l'internat. Son second enfant, Danièle, naît en 1926.

Médecin spécialiste du renseignement

En 1929, le Dr Martin est exclu de l'AF, jugé trop paranoïaque. En 1930, il crée un mouvement dissident, le lys montmartrois, avec le Dr Paul Guérin ; puis en 1931, il crée un mini-service de renseignement pour les Orléans, étant proche de la duchesse de Guise, mère du comte de Paris. Il diffuse ses fiches aux « nationaux de confiance ». En 1932, il travaille comme assistant du Pr Albert Vaudremer, proche du Deuxième Bureau, à la Pitié-Salpêtrière, puis ouvrira son propre cabinet. En 1933, il sera conseiller d'Henri Dorgères, fondateur des Comités de défense paysanne. Il monte pour lui le Centre d'action et de documentation contre le marxisme agraire (CADMA). Proche des Croix-de-feu du colonel François de La Rocque, il est sur place lors de l'insurrection du 6 février 1934. Dégoûté par l'amateurisme de la

révolte et la lâcheté de Charles Maurras et Maurice Pujo, qu'il accuse de sabotage, il crée avec Dorgères le Front national, qui rassemble une vingtaine de ligues nationalistes, royalistes et anticomunistes, dont il va centraliser le renseignement.

La Cagoule

En 1936, après la dissolution de l'AF et la victoire du Front populaire, Eugène Deloncle, polytechnicien fondateur du Parti national révolutionnaire, va créer l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale (OSARN), ou Comité secret d'action révolutionnaire (CSAR), surnommé la Cagoule par Pujo et les puristes de l'AF. Profitant des réseaux Corvignolles, un service de renseignement anticomuniste au sein de l'armée, créé par le commandant Georges Loustau-Lacau, Deloncle aura le soutien de certains officiers comme le lieutenant-colonel Alfred Heurtaux, le colonel Georges Groussard les généraux Paul Lavigne-Delville et Henri Giraud et même le maréchal Louis Franchet d'Espèrey. Martin s'occupera du renseignement, organisé en copiant le Deuxième Bureau de l'armée française. Il bénéficiera du service P/A, officine de renseignement intérieur militaire clandestin du colonel Henri Lainey. Le paravent légal de l'OSARN est l'Union des comités d'action défensive (UCAD) du général Edouard Duseigneur et du duc Joseph Pozzo di Borgo. Leur but est de s'emparer du pouvoir par la force : ils ont les plans des bâtiments officiels et des logements des ministres, des canalisations, des égouts, des caves, et ont accès à des casernes, des dépôts de bus et de bennes à ordures. Ils espionnent l'URSS (collaboration avec la Ligue Aubert / Entente Internationale Anticomuniste, infiltration du Parti communiste, intoxication de Staline, le poussant à décapiter ses officiers supérieurs lors de l'affaire Toukhatchevski), se battent contre le Fronte popular en aidant les services secrets de Franco (livraison d'armes, sabotages de trains, d'avions et de cargaisons destinées aux républicains) et ont de bonnes relations avec l'OVRA, les services secrets italiens. Lorsqu'en 1937, les cagouleurs font circuler de fausses preuves d'un complot commu-

niste et sauter le siège de la confédération générale du patronat français, Martin informe officiellement Deloncle qui alerte les officiers d'active de l'armée pour préparer un contre-putsch. Mais ils sont dénoncés par les « Sioux » de Loustau-Lacau et André Brouillard (du Deuxième Bureau), qui ont intérêt à un rapprochement entre la France et l'URSS pour isoler l'Allemagne. Deloncle et Duseigneur sont arrêtés, mais Martin parvient à s'échapper grâce à sa femme. Il entre alors en clandestinité, et bien que surveillé, parvient à faire évacuer sa documentation grâce à son secrétaire, Jacques de Place, qui ne le quittera plus. Il se cache dans un pavillon de banlieue parisienne avec sa femme et ses enfants où Joseph Darnand, cagouleur niçois, les emmène en Italie à San Remo.

Vichy

Lorsque la guerre éclate en 1939, Martin revient en France. Il est d'abord mobilisé comme médecin au Kremlin-Bicêtre mais brutalement arrêté et incarcéré à la Santé le 31 octobre. En prison, il apprend l'allemand et le russe et correspond beaucoup avec sa femme et ses enfants, dont il assure l'éducation à distance. Darnand cherche à récupérer sa documentation mais Paule résiste. Deloncle est libéré et rejoint le cabinet du ministre de l'armement Raoul Dautry. Paule réussit à faire libérer son époux début 1940, en court-circuitant le processus habituel de sa demande de libération grâce à la femme du Dr Alexis Carrel. Le Dr Martin retourne exercer à Bicêtre. Démobilisé après la défaite, Martin et sa famille se reposent dans les Pyrénées, mais le « bib » rejoint Vichy dès que le maréchal Pétain, soutenu par d'anciens cagouleurs, arrive au pouvoir. Il travaillera pour le général Mollard, du Deuxième Bureau, chargé officiellement du camouflage du matériel de guerre. Avant de rejoindre Paris, Deloncle crée le Centre d'informations et d'études (CIE), service de police politique en faveur de la Révolution nationale, comprenant une branche civile et une branche militaire, les Groupes de protection, dirigés par Groussard. Martin, bien que toujours aussi indépendant qu'au temps de la Cagoule, s'occupe de l'organisation, du recrutement et du renseignement. Il y a quatre sections : anticomuniste, politique, antimaçonnique et administrative, comme au Mouvement social révolutionnaire de Deloncle. A la mi-décembre, le Maréchal limoge Pierre Laval, vice-président du Conseil, jugé trop pro-allemand, et certains des proches du Maréchal projettent de l'arrêter. Les GP sont dépêchés à son hôtel, supervisés par le Dr Martin. L'opération réussit mais Otto Abetz fera libérer Laval, dissoudre les GP et le CIE puis arrêter Groussard et Martin. Ce dernier se cachera quelque temps à Saint-Etienne.

La synarchie

Durant l'année 1941, le Dr Martin reprend ses activités de renseignement et d'infiltration. Son équipe d'une douzaine de personnes enquêtera à fois sur les communistes, les gaulistes, les Allemands, le clergé, les monarchistes et même le MSR. Heurtaux lui remettra des documents sur la synarchie, mettant en évidence un complot technocratique d'inspecteurs des finances et de polytechniciens, qu'il montrera à Pétain lui-même. Sans comprendre qu'il s'agit de faux et qu'il est utilisé aussi bien par certains cagouleurs que par l'Abwehr, il aura le sentiment d'avoir été manipulé par les synarques en évinçant Laval. Il se persuade alors que les synarques ont infiltré Vichy pour empêcher la Révolution nationale, ce qui le conduira à s'en prendre au ministre de l'Intérieur, Pierre Pucheu, qu'il accuse de faire partie du complot. Martin se fera arrêter avec plusieurs de ses collaborateurs fin mars 1942, dans sa villa vichyssoise, en possession d'un pistolet et de nombreux faux papiers. Ses documents sont saisis. Il est mis au secret et entame une grève de la faim. En prison, il élabore des plans d'évasion. On lui propose de le faire sortir s'il accepte de remplacer Darnand à la tête de la Milice mais il refuse. Finalement, son fils Gilles fait libérer au culot tous les détenus de sa prison peu après le Débarquement. Ils rejoignent l'Armée Secrète mais le « bib » est capturé par les FTP. Il s'évade et rejoint le réseau Alliance dans les Vosges, puis, sous le nom de « commandant Bernard », va travailler pour le réseau Roy, le renseignement américain ancêtre de l'OSS.

Après-guerre

Après la guerre, le Dr Martin continue de travailler officieusement pour le renseignement français : pour les RG, avec le commissaire principal Marc Bergé, pour la DST, avec son directeur Roger Wybot, ancien du CIE, et pour le SDECE (que son futur gendre, Pierre de Villemarest, ancien résistant de l'AS, a rejoint en 1945), notamment dans la lutte anticomuniste. Sa femme lui sert toujours de chauffeur et de secrétaire. Mais il est en même temps traqué par la police depuis 1947 pour le procès de la Cagoule, au cours duquel il est condamné par contumace en 1948 à la déportation pour complot contre la sûreté de l'Etat. Il vit donc en semi-clandestinité, surveillé et sur écoute mais non arrêté. En 1953, il lutte de toutes ses forces contre la CED. Il travaille avec Jean Ousset, qui a théorisé le coup d'Etat à moins d'un millier d'hommes. Dans la même veine que le CADMA, il participe au lancement de l'UDCA de Pierre Poujade, qu'il tente de noyauter avant de s'en faire exclure.

Algérie Française

Dès le début des événements d'Algérie, le Dr Martin contre-complot pour conserver l'Algérie dans l'empire français. Il crée ainsi avec plusieurs généraux le mouvement activiste Grand O. Il est arrêté en 1957 au prétexte de la Cagoule et incarcéré six mois à la Santé. Villemarest organise des attentats en France contre le FLN via la DST. Ils essaient également d'empêcher le retour au pouvoir du général de Gaulle, qu'ils accusent de crypto-communisme. En 1958 est créé le Mouvement populaire du 13 mai (MP-13), fusionné avec l'Union française nord-africaine (UFNA) du colon Robert Martel dont Martin était le conseiller. On y retrouve Villemarest, Dominique Venner et Pierre Sidos. En avril 1960, Martin est arrêté pour atteinte à la sûreté de l'Etat pendant la Semaine des barricades, puis relâché en août faute de preuves. En 1961, il s'occupe du renseignement de l'OAS via l'OAS7, constitué des anciens du Grand O. Villemarest est arrêté et ne sera relâché qu'après la guerre d'Algérie. Martin travaille pour les Mouvements unis de résistance et d'action (MURA) tout en étant recherché pour sa participation au Putsch des généraux. C'est lui qui sélectionne les hommes qui vont participer à l'attentat du Petit Clamart contre De Gaulle. En 1963, il est condamné par contumace à 10 ans de travaux forcés par la Cour de sûreté de l'Etat. Après deux ans de clandestinité, Danièle et Pierre sont arrêtés. Ils ont été condamnés à respectivement 10 et 20 ans de prison, mais n'en feront que respectivement 1 mois et 1 an, faute de preuves. Toujours en cavale, Martin se rend sur les barricades au printemps 1968 et aide des jeunes contre la police, toujours dans une optique antigaulliste. Il ne sortira de la clandestinité qu'à l'été, suite à une amnistie. Danièle et Pierre pourront enfin se marier. Affaibli, il mourra moins d'un an plus tard au Kremlin-Bicêtre, où il avait exercé.

Postérité

On a souvent accusé le docteur Martin d'être un « maniaque du renseignement ». A la fois paranoïaque et naïf, et malgré une vie entière passée dans la clandestinité sous quatre régimes différents, il conservait une foi inébranlable dans le catholicisme et surtout en la France. Il aimait profondément les siens, et cet amour était réciproque. Ceux qui travaillaient avec lui étaient sous son charme, et souvent même ses adversaires. Lorsqu'il exerçait la médecine, il ne faisait payer que ses patients qui le pouvaient. Il ne passait pas son temps à comploter contre la République par idéologie pure, mais pour restaurer une France forte, unie et glorieuse. C'était son remède pour nous sauver tous.

Lys noir

Périodique gratuit, tirage : 26 000 exemplaires

Tabloïd imprimé en Europe

ISSN « en cours »

Commission paritaire « en cours »

Directeur de la publication :

Rodolphe Crevelle

Contact : leslysnors@protonmail.com